



Commission Exécutive

Mardi 10 septembre 2024

Rapport introductif

Camarades,

Cette année, notre rentrée devra se faire assurément sous le signe de la mobilisation. Contre ceux qui nous font subir la vie chère, pour nos salaires, pour une vie digne et correcte pour tous.

Ces derniers mois ont continué à être difficile pour nous et pour nos familles. Pour bon nombre, « Dio mousach koumansé dépasé farin ». Que l'on revienne d'une période de congés et de vacances pour certains d'entre nous, ou bien qu'on ait eu à faire face aux achats de rentrée scolaire pour d'autres, nous sommes tous confrontés à la cherté de la vie. Les hausses de prix ont explosé. Elles sont venues se surajouter aux différences de prix considérables avec la France hexagonale au point que les produits alimentaires coûtent en moyenne 40% plus cher que les mêmes produits en France hexagonale. À la flambée des prix des produits de première nécessité, il faut ajouter les augmentations des tarifs des assurances, de l'énergie, des abonnements télévisés, et aussi des carburants qui restent autour de 1,9 € le litre. Aucun salaire n'a suivi ces hausses et nous devons continuellement nous serrer la ceinture, faire des choix même sur les besoins les plus élémentaires.

Pour la plupart d'entre nous travailleuses, travailleurs, cela veut dire en premier que ce que nous avons dans nos portes monnaies pour vivre est insuffisant. On le sait bien, ce sont ceux d'entre nous qui avons des petits salaires, c'est-à-dire la grande majorité, qui ne parviennent plus à faire leurs courses. Ceux qui ont des salaires plus convenables, à partir de 4000 euros, souffrent moins. Il nous faudrait bien 500 euros minimum d'augmentation pour tous et aucun salaire, pensions, ou allocation inférieure pour vivre correctement. Il en est de même pour la grande majorité des anciens salariés retraités, de celles et ceux qui sont allocataires qui vivent de revenus sociaux minables.

Depuis plusieurs jours, une partie de la population, manifeste son ras le bol et même sa colère. A l'initiative de l'association RPPRAC, des centaines de personnes ont manifesté. Elles ont aussi organisé le blocage de certaines grandes surfaces. Elles refusent de baisser les bras devant tant de souffrance et aussi d'injustices. Nous saluons leur détermination. Cette association réclame l'alignement des prix alimentaires sur ceux de la France hexagonale.

Suite aux dernières mobilisations, le préfet a convié les acteurs « *impliqués dans la chaîne de prix de l'alimentation* » à une 1ère table ronde. Mais jusqu'à présent les patrons de la grande distribution n'ont rien dit sur les marges qu'ils font sur l'alimentation et sur le reste et qu'ils distribuent à leurs actionnaires ! Ils n'ont rien dit des salaires bloqués des centaines de salariés, des petits contrats précaires qu'ils infligent aux pères et mères de familles ! A les entendre il faudrait presque les plaindre ! Quelle comédie cynique !

Mais, camarades, nous savons que dans cette société capitaliste, c'est bien nous salariés qui produisons l'essentiel des richesses et c'est sur l'exploitation de l'ensemble des salariés que les gros possédants et leurs chaînes d'actionnaires mènent grand train et se gavent !

Confédération Générale du Travail de la Martinique

Porte 2, Maison des Syndicats, Boulevard du Général de Gaulle, 97200, Fort de France

Tél. : 0596 70 57 17 ; Télécopie : 0596 63 80 10 // Internet : <http://www.cgt-martinique.fr> // mél : cgtm.972@orange.fr

La vie chère, l'inflation, ce n'est pas un phénomène mystérieux.

Cette inflation vient de la guerre entre capitalistes pour accaparer la plus grande part de profits faits sur l'exploitation des travailleurs. Les événements internationaux, pandémie, guerre, sécheresse, changent parfois les rapports de force entre eux et servent de prétexte pour augmenter les prix. Du côté de l'alimentaire, industriels et grande distribution (Leclerc, Hyper U, Carrefour), s'accusent mutuellement d'augmenter leurs prix. À chaque étape, industriels, distributeurs ou spéculateurs répercutent ces hausses en ajoutant leur propre marge. L'Etat ou les collectivités prennent parfois des mesurette, type « bouclier qualité prix », chèque alimentaire pour les familles jugées nécessiteuses, ou allègement de certaines taxes. Ils essaient surtout de jouer aux « protecteurs de faibles ». Mais leurs mesures permettent surtout au patronat de maintenir les salaires au plus bas. Car en réalité, ce sont les gros possédants capitalistes qui décident et ils restent solidaires entre eux. Ce sont eux qui fixent leurs prix. On ne connaît toujours pas les marges des grosses sociétés, au nom du sacro-saint « secret des affaires » ! Et au bout de la chaîne, nous les travailleurs et les classes populaires nous sommes de plus en plus exploités et appauvris. Et ça c'est scandaleux et inadmissible !

Camarades, la seule façon de ne pas tomber dans la pauvreté ou la déchéance, c'est pour nous d'imposer que les salaires rattrapent les 400 ou 500 euros perdus ces dernières années. Imposer aussi l'ouverture des comptes des grandes entreprises, qui refusent d'augmenter les salaires et d'embaucher avec des vrais emplois.

Ces préoccupations nous les avons depuis, des mois, des semaines, des jours. Aujourd'hui, il nous faut aller plus loin ! C'est le bon moment pour que tous ensemble nous mettions en avant nos exigences, dans nos entreprises, nos ateliers, dans les plantations, dans les quartiers populaires.

Ces mesures ne sortiront pas du « dialogue social ». Pour les imposer, la classe des travailleurs, de ceux qui produisent l'essentiel des richesses, doit menacer la machine à profits des capitalistes.

Pour nous, il s'agit de permettre au monde du travail de vivre dignement. Il s'agit aussi de lui redonner sa fierté et son unité en avançant une revendication valable pour tous et qui remet en cause cette société organisée au service des plus riches en Martinique comme ailleurs.

Camarades, en cette rentrée sociale, nous nous trouverons aussi face aux attaques anti-sociales des gouvernants.

En nommant Michel Barnier, un premier ministre de droite, Macron a annoncé la couleur. Il entend poursuivre sa politique au service des riches dans un monde marqué par la crise de l'économie capitaliste, des guerres soutenues plus ou moins hypocritement par les puissances impérialistes et la préparation de guerre plus généralisée. Barnier ne va pas tarder à dérouler sa politique générale et il faut s'attendre à l'annonce de mesures « de rigueur », si ce n'est d'austérité » qui toucheront en premier les classes laborieuses.

A, nous travailleurs, dans nos entreprises de continuer à expliquer cette situation à nos camarades, et plus largement à nos collègues. Mais aussi à chercher à se regrouper, entraîner le plus grand nombre avec nos organisations syndicales, pour être en mesure de ne pas se laisser faire.

Merci de votre écoute.

Fort-de-France, le 9 juillet 2024

Confédération Générale du Travail de la Martinique

Porte 2, Maison des Syndicats, Boulevard du Général de Gaulle, 97200, Fort de France

Tél. : 0596 70 57 17 ; Télécopie : 0596 63 80 10 // Internet : <http://www.cgt-martinique.fr> // mél : cgtm.972@orange.fr